ILS ONT OBSERVÉ HIER UNE GRÈVE

Forte mobilisation des praticiens de la santé publique

Le SNPSP a mis à exécution ses menaces. Les praticiens du secteur public ont débrayé hier et se sont rassemblés à l'intérieur des structures de santé. Le Syndicat national des praticiens de la santé publique promet une plus grande mobilisation à l'occasion du rassemblement national qui se tiendra le 6 mai prochain devant le ministère de la Santé.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Forte mobilisation, hier, des praticiens de la santé publique. Ils ont débrayé tout en observant des sit-in à l'intérieur même des structures de santé. A Alger, c'est au niveau du CHU Mustapha-Pacha que les cadres syndicaux de la wilaya d'Alger se sont rassemblés.

Portant leurs blouses, ils ont scandé des slogans pour dire leur désaccord avec la politique de leur ministère de tutelle. Un département, déplorent-ils, qui n'a pas de prérogatives et incapable de mettre à exécution des décisions ayant pourtant fait l'objet d'accord avec le partenaire social.

Les représentants de près d'une vingtaine de structures de santé ont occupé la placette centrale du CHU en promettant une démonstration de force encore plus spectaculaire le 6 mai prochain. Le SNPSP projette, en effet, d'organiser, le 6 mai prochain, soit à l'issue d'une grève de deux jours, un rassemblement auquel prendront part les praticiens de toutes les wilayas. Hier, le président du SNPSP se disait satisfait de la mobilisation au premier jour d'une grève qui sera reconduite les 5 et 6 mai prochain. Il s'agit, selon le Dr Merabet, de réaffirmer, une fois de plus, que le SNPSP est «un syndicat représentatif et non pas un syndicat de conjoncture». A l'origine du mouvement de grève, des revendications non satisfaites à l'image de la promotion automatique des praticiens ayant plus de dix ans d'ancienneté. Le ministère de la Santé avait pourtant donné son aval en 2012 sans jamais mettre en application cette mesure.

Photo : Samir Sid

Les médecins ont débrayé.

Les praticiens avaient finalement eu gain de cause puisque, dans une correspondance de la chefferie du gouvernement, le chef du gouvernement saisissait le ministère de la Santé pour demander l'application de la loi et la promotion des praticiens sans que cette instruction soit appliquée. Résultat : le SNPSP boycottera le concours pour le passage aux grades supérieurs.

Le syndicat considère ne pas être en mesure d'imposer aux praticiens un concours alors qu'ils devraient avoir droit à une promotion automatique.

Autre revendication du Syndicat des praticiens de la santé publique, la question de l'équivalence des diplômes des médecins généralistes, pharmaciens et dentistes. En effet, depuis que le cursus universitaire de ces derniers a été modifié, la Fonction publique classe différemment les praticiens de l'ancien et du nouveau cursus.

Le SNPSP exige également la réouverture du statut particulier estimant que le secteur de l'éducation avait montré la voie et que rien n'empêchait aujourd'hui l'ouverture de ce dossier.

N. I.

La FNTS dit oui au concours de grade

C'est en plein débrayage des praticiens de la santé publique, que la FNTS, affiliée à la Centrale syndicale, a choisi de rendre public un communiqué pour appeler le personnel de la santé à s'inscrire et à participer aux concours et examens professionnels. La FNTS se dit satisfaite de la décision du ministre de la Santé d'organiser ce concours.

N. I.

Depuis Médéa, Boudiaf appelle à une meilleure gestion financière des hôpitaux

Les hôpitaux seront, très prochainement, dotés d'un programme de gestion initié par le département de Abdelmalek Boudiaf «dont la mise en œuvre devrait laisser prétendre à un équilibre financier garant d'une meilleure qualité de services dans les différents établissements hospitaliers».

Depuis Médéa où il effectuait une visite de travail et de prospection, le ministre de la Santé a insisté sur la nécessité d'adopter une politique de soins à domicile. Selon lui, le malade doit être accompagné et pris en charge chez lui, surtout lorsqu'il s'agit de pathologies à caractère chronique. Des efforts doivent être consentis dans ce sens pour éviter aux patients, en l'occurrence ceux des zones éloignées et enclavées, le déplacement avec tous ses aléas. Le premier responsable de la santé a, de surcroît, prôné la promotion de la qualité et celle des conditions d'hospitalisation qui devraient, selon lui, être en adéquation avec les technologies modernes relatives à la médecine et à la prise en charge des sujets malades en milieu hospitalier. D'un autre côté, le ministre a mis en garde contre la mauvaise gestion financière constatée dans certains hôpitaux qu'il a visités dans la wilaya, et a invité les principaux actants à faire preuve de compétence et de performance afin de pallier ou d'éviter carrément les soucis de trésorerie susceptibles de nuire au bon fonctionnement de l'établissement.

M. L.

ORAN

Une centaine de médecins ont tenu un rassemblement

Hier, les médecins affiliés au Syndicat des praticiens de la santé publique (SNPSP) ont répondu à l'appel d'observer une journée de grève.

Un rassemblement a eu lieu au niveau de la Direction de santé de la wilaya d'Oran, d'une centaine d'adhérents au Syndicat dont une majorité de femmes revêtues de leurs blouses blanches, exhibant des slogans reprenant la plateforme de revendications de leur syndicat.

Devant la non-prise en charge de l'ensemble des points inscrits dans la plateforme de revendications, les praticiens de la santé publique ont décidé de recourir à la protestation, précisent les grévistes. La promotion automatique de ceux qui cumulent 10 ans d'expérience figure parmi les principales revendications, mais pas seulement.

Photo : Samir Sid

L'autre revendication concerne le concours pour le grade de «Principal», dont la date n'est pas encore fixée. Il y a également l'exigence de la parité entre les pharmaciens et dentistes ayant un doctorat et les diplômés de l'ancien système, ainsi que la révision du statut particulier de 2008.

Les grévistes promettent de prendre part au rassemblement national qui devra se tenir le 6 mai prochain devant le ministère de la Santé.

A. B.

PRISE EN CHARGE PSYCHOLOGIQUE ET MÉDICALE DES ÉLÉMENTS DE LA SÛRETÉ NATIONALE

La priorité du DGSN

L'amélioration des conditions de santé et des conditions psychologiques et sociales des membres de la Sûreté nationale constitue une priorité pour le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN). Abdelghani Hamel insiste ainsi sur l'importance de la prise en charge effective de l'agent de police.

Intervenant hier, à l'ouverture du colloque scientifique et pédagogique sur «la Santé et la sécurité au travail», tenu à Alger, le DGSN a prôné la promotion de la santé physique, professionnelle et psychologique des membres de la Sûreté nationale. Pour lui, il est important de «réaliser les objectifs du secteur visant à assurer un climat professionnel adéquat et promouvoir la santé et la sécurité des éléments de la police». D'ailleurs, poursuit-il, «cette rencontre constitue l'occasion pour débattre des voies susceptibles d'assurer toutes les conditions de travail pour permettre aux éléments de la police de faire face à tous les risques professionnels et s'acquitter pleinement de leurs missions».

Selon lui, il est aussi question de débattre de «la possibilité de la mise en place de structure et mécanismes supplémentaires pour améliorer l'hygiène, protéger l'environnement, renforcer la santé et prendre en charge les accidents de travail et les maladies professionnelles et psychologiques des éléments de la police».

Dans le but de lancer les mécanismes de médecine du travail dans son secteur, Abdelghani Hamel rappelle ainsi la signature d'une convention avec les hôpitaux publics à travers le territoire national. Il assure également que plusieurs interventions sur les perspectives de gestion de la médecine du travail et la prévention des risques professionnels, la prise en charge des cas psychologiques des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions de vie sont prévues durant cette rencontre.

Etalé sur deux jours, le colloque scientifique et pédagogique sur «la Santé et la sécurité au travail» a regroupé des spécialistes et experts qui débattront de leurs expériences en matière de médecine du travail.

Ry. N.